PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL DE POLICE DU 23 MAI 2016

M. Alain DECERF, Premier Echevin à SERAING, ouvre la séance à 19h40 et assure temporairement la présidence.

Il est procédé à l'appel nominal.

Excusés : M. BARBIER, Mme DEFRANG-FIRKET, MM. LAEREMANS, MATHOT, ONKELINX et TODARO.

Le procès-verbal de la séance du **18 avril 2016**, dernière en date, ayant été tenu à disposition des membres du Conseil de police conformément aux dispositions légales en la matière, le Conseil de police, unanime, dispense le Secrétaire de la lecture des décisions prises au cours de cette séance et approuve le procès-verbal à l'unanimité.

M. le Secrétaire donne lecture de la correspondance :

Nous avons reçu, sur base de l'article 27 de la Loi du 7 décembre 1998, un courrier sollicitant l'inscription d'un point supplémentaire à l'ordre du jour de la présente séance. Cette demande émane de M. Carmelo SCIORTINO et fait l'objet du point 8 bis.

SEANCE PUBLIQUE

M. DECERF propose d'examiner d'abord les points 1 à 3 et 5 à 8 dans l'attente de l'arrivée de M. MATHOT. Le conseil accepte la proposition à l'unanimité.

M. DECERF assure donc la présidence pour ces points.

ADMINISTRATION GENERALE

1. Déclassement d'un véhicule.

M. le Président présente le point.
Aucune remarque ni objection.
La proposition est adoptée à l'unanimité.

2. Déclassement d'armes.

M. le Président présente le point.
Aucune remarque ni objection.
La proposition est adoptée à l'unanimité.

PERSONNEL

3. Appel à mobilité - Deuxième cycle de mobilité 2016.

M. le Président présente le point.
Aucune remarque ni objection.
La proposition est adoptée à l'unanimité.

FINANCES

4. Compte de la police locale de SERAING-NEUPRÉ pour l'exercice 2015.

M. MATHOT, Bourgmestre de SERAING, entre en séance.
Il reprend la présidence pour les points 4, 8 bis et 9 à 13.

M. le Président présente le point.

Aucune remarque ni objection.

<i>Vote par groupe</i>	MR	CDH	ECOLO	PTB+	PS
	ABST	---	OUI	NON	OUI

La proposition est adoptée par 13 voix "pour", 2 voix "contre", 1 abstention, le nombre de votants étant de 16

5. Situation de caisse, au 31 mars 2016, de la police locale de SERAING-NEUPRÉ.

M. le Président présente le point.
Aucune remarque ni objection.
Prise d'acte. Ce point n'appelle pas de vote

MARCHES PUBLICS

6. Entretien et maintenance des climatiseurs de la police locale de SERAING-NEUPRÉ pour les années 2016, 2017 et 2018 - Approbation des conditions, du mode de passation du marché et arrêt de la liste des firmes à consulter.

M. le Président présente le point.
Aucune remarque ni objection.
La proposition est adoptée à l'unanimité.

7. Acquisition d'un système de reconnaissance automatique de plaques minéralogiques pour la police locale de SERAING-NEUPRÉ - Approbation des conditions, du mode de passation du marché et arrêt de la liste des firmes à consulter.

M. le Président présente le point.

Aucune remarque ni objection.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

8. Contrat de location d'un nouveau central téléphonique et du système réseau de la police - Années 2016 à 2019. Approbation des conditions et du mode de passation du marché.

M. le Président présente le point.

Aucune remarque ni objection.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

- 8 bis. Article 27 de la Loi du 7 décembre 1998.**

Point sollicité par M. Carmelo SCIORTINO.

Objet : « Accumulation de sonnettes et boîtes aux lettres, anormales dans certaines habitations. »

Exposé de M. Sciortino.

Réponse de M. le Président.

Intervention de M. Mayeresse.

La séance publique est levée

Présidence de M. Alain DECERF, Premier Echevin, Echevin -Président,

**Sont présents : M. DECERF, Echevin -Président,
M. CORTIS, Bourgmestre de NEUPRE,
M. THIEL, Mme GELDOF, MM. SCIORTINO, CULOT, ROBERT, Mmes DELIEGE, KRAMMISCH,
M. NAISSE, Mme ROSENBAUM, MM. MAYERESSE, LAMMERETZ, Mmes VALESIO,
BUDINGER, Membres, et M. ADAM, Secrétaire.**

**Sont absents et excusés : M Alain MATHOT, Bourgmestre de SERAING, MM. TODARO,
LAEREMANS, ONKELINX, BARBIER et Mme DEFRANG-FIRKET, Membres.**

OBJET N° 1 : Déclassement d'un véhicule.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux et plus particulièrement l'article 34, relatif à la gestion budgétaire et financière de la police ;

Vu la délibération n° 2 du conseil de police du 30 avril 2007 donnant délégation au collège de police pour ce qui concerne la gestion journalière de la police dans le cadre des marchés publics ;

Attendu qu'un véhicule appartenant à la police locale de SERAING-NEUPRE doit être déclassé (sortie du patrimoine), le coût des réparations étant supérieur à la valeur résiduelle du véhicule ;

Attendu qu'il s'agit du véhicule PEUGEOT de 2007 immatriculé XBS024, châssis VF32AKFWA47671209 repris au patrimoine sous le numéro 322/59 ;

Attendu qu'il est judicieux de le proposer à la vente pour des garagistes ou des particuliers selon la procédure suivante :

- publicité auprès de garages et de particuliers (lettre ou e-mail). Le véhicule est vendu en l'état, sans garantie ;
- le suivi de l'entretien du véhicule peut être fourni à la demande des intéressés ;
- réception et ouverture des offres ;
- attribution du véhicule à celui ayant fait l'offre la plus intéressante ;
- en cas de désistement, l'attribution va à la deuxième meilleure offre et ainsi de suite ;
- les acquéreurs sont prévenus via courrier ou e-mail ;

Vu la décision du collège de police du 11 mai 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance,

DECIDE

par 15 voix "pour", 0 voix "contre", 0 abstention, le nombre de votants étant de 15 :

- de procéder au déclassé du véhicule, d'autoriser la mise en vente de celui-ci et d'en fixer les conditions à savoir :
  - publicité auprès de garages et de particuliers (lettre ou e-mail). Le véhicule est vendu en l'état, sans garantie ;
  - le suivi de l'entretien du véhicule peut être fourni à la demande des intéressés ;
  - réception et ouverture des offres ;
  - attribution du véhicule à celui ayant fait l'offre la plus intéressante ;
  - en cas de désistement, l'attribution va à la deuxième meilleure offre et ainsi de suite ;
  - les acquéreurs sont prévenus via courrier ou e-mail ;
- de charger le service administratif de la police du suivi du dossier, à savoir la radiation de l'immatriculation, la récupération du matériel police, la suppression de l'assurance et la mise en vente du véhicule ;

2.-

- de préciser que la recette éventuelle de cette vente serait imputée sur le budget extraordinaire de 2016, à l'article 33000/773-52, ainsi libellé : "Vente de véhicules".

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME :

LE SECRETAIRE,

L'ECHEVIN- PRESIDENT,

Présidence de M. Alain DECERF, Premier Echevin, Echevin -Président,

**Sont présents : M. DECERF, Echevin -Président,
M. CORTIS, Bourgmestre de NEUPRE,
M. THIEL, Mme GELDOF, MM. SCIORTINO, CULOT, ROBERT, Mmes DELIEGE, KRAMMISCH,
M. NAISSE, Mme ROSENBAUM, MM. MAYERESSE, LAMMERETZ, Mmes VALESIO,
BUDINGER, Membres, et M. ADAM, Secrétaire.**

**Sont absents et excusés : M Alain MATHOT, Bourgmestre de SERAING, MM. TODARO,
LAEREMANS, ONKELINX, BARBIER et Mme DEFRANG-FIRKET, Membres.**

OBJET N° 2 : Déclassement d'armes.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux et plus particulièrement l'article 34 relatif à la gestion budgétaire et financière de la police ;

Vu la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes et plus particulièrement son article 19.5° ;

Attendu que des armes appartenant à la police locale de SERAING-NEUPRE doivent être déclassées (sorties du patrimoine) ;

Attendu qu'il s'agit des armes suivantes :

MARQUE	TYPE	NUMERO	FICHE PATRIMOINE
Beretta	M.12S	02030833	
Beretta	M.12S	02030834	
Beretta	M.12S	02030835	
Beretta	M.12S	02030837	
Browning	BPS	75808PW152	330/181
Browning	BPS	77542PW152	330/181
Browning	BPS	80218NX152	330/181
Browning	BPS	80220NX152	330/181
Browning	BPS	80224NX152	330/181
Browning	BPS	99002PV152	330/181
F.N./GP	Mk.IIIS	245NR50683	330/15
F.N./GP	Mk.IIIS	245NR50684	330/15
F.N./GP	Mk.IIIS	245NR50690	330/15
F.N./GP	Mk.IIIS	245NR56330	330/15
F.N./GP	Mk.IIIS	245NT56332	
F.N./GP	Mk.IIIS	245NT60771	
F.N./GP	Mk.IIIS	245NT60783	
F.N./GP	Mk.IIIS	245NX55402	330/183
F.N./GP	Mk.IIIS	245NX71742	330/183
F.N./GP	Mk.IIIS	245NX72109	330/183
F.N./GP	Mk.IIIS	245NX75624	330/183
F.N./GP	Mk.IIIS	245NX75629	330/183
F.N./GP	Mk.III	245PC06961	
F.N./GP	Mk.III	245PT47262	330/184
F.N./GP	Mk.III	245PT47297	330/184
F.N./GP	Mk.III	245PT47382	330/184
F.N./GP	Mk.III	245PT47396	330/184
F.N./GP	Mk.III	245PT47437	330/184
F.N./GP	Mk.III	245PT47440	330/184

MARQUE	TYPE	NUMERO	FICHE PATRIMOINE
F.N./GP	Mk.III	245PT47609	330/184
F.N./GP	Mk.III	245PT52492	330/184
F.N./GP	Mk.III	245PT52498	330/184
F.N./GP	Mk.III	245PV06183	330/185
F.N./GP	Mk.III	245PV06191	330/185
F.N./GP	Mk.III	245PV06199	330/185
F.N./GP	Mk.III	245PV07476	330/193
F.N./GP	Mk.III	245PV07477	330/185
F.N./GP	Mk.III	245PV33456	330/185
F.N./GP	Mk.III	245PV33854	330/185
F.N./GP	Mk.III	245PX06964	330/186
F.N./GP	Mk.III	245PX06966	330/186
F.N./GP	Mk.III	245PX06970	330/186
F.N./GP	Mk.III	245PX21577	330/186
F.N./GP	Mk.III	245PX21579	330/186
F.N./GP	Mk.III	245PX21774	330/186
F.N./GP	Mk.III	245PY52432	330/187
F.N./GP	Mk.III	245PY52435	330/187
F.N./GP	Mk.III	245PY52441	330/187
F.N./GP	Mk.III	245PY52442	330/187
F.N./GP	Mk.III	245PY53515	330/187
F.N./GP	Mk.I	245PY53521	330/187
F.N./GP	Mk.III	245PY53522	330/187
F.N./GP	Mk.III	245PY53532	330/187
F.N./GP	Mk.III	245PZ27299	330/188
F.N./GP	Mk.III	245PZ27573	330/188
F.N./GP	Mk.IIIS	245PZ27754	330/188
F.N./GP	Mk.I	245PZ28266	330/188
F.N./GP	Mk.III	245PZ28453	330/188
F.N./GP	Mk.III	245PZ29298	330/188
F.N./GP	Mk.III	245PZ30433	330/188
F.N./GP	Mk.I	A12242	330/189
F.N./GP	Mk.I	A2250	330/189
F.N./GP	Mk.I	A4936	330/189
F.N./GP	Mk.I	A6248	330/189
F.N./GP	Mk.I	B11986	330/190
F.N./GP	Mk.I	B96585	330/190
F.N./GP	Mk.I	T307120	330/191
F.N./GP	Mk.I	T307125	330/191
F.N./GP	Mk.I	T307198	330/191
S&W	10-8	15D5459	
S&W	13-3	BBT0391	330/192
UZI		0743	330/106
UZI		0744	330/106
UZI		1075	330/106
UZI		1871	330/106
UZI		1872	330/106
UZI		1873	330/106
UZI		1874	330/106
UZI		1875	330/106
UZI		1876	330/106
UZI		1877	330/106
UZI		1880	330/106
UZI		1884	330/106
UZI		1885	330/106
UZI		2028	330/106
UZI		5262	330/47
UZI		5324	330/47
UZI		5480	330/47
UZI		5493	330/47

Vu la décision du collège de police du 11 mai 2016 arrêtant les points à l'ordre du jour de la présente séance,

PROCEDE

par 15 voix "pour", 0 voix "contre", 0 abstention, le nombre de votants étant de 15, au déclassement des armes suivantes :

MARQUE	TYPE	NUMERO	FICHE PATRIMOINE
Beretta	M.12S	02030833	
Beretta	M.12S	02030834	
Beretta	M.12S	02030835	
Beretta	M.12S	02030837	
Browning	BPS	75808PW152	330/181
Browning	BPS	77542PW152	330/181
Browning	BPS	80218NX152	330/181
Browning	BPS	80220NX152	330/181
Browning	BPS	80224NX152	330/181
Browning	BPS	99002PV152	330/181
F.N./GP	Mk.IIIS	245NR50683	330/15
F.N./GP	Mk.IIIS	245NR50684	330/15
F.N./GP	Mk.IIIS	245NR50690	330/15
F.N./GP	Mk.IIIS	245NR56330	330/15
F.N./GP	Mk.IIIS	245NT56332	
F.N./GP	Mk.IIIS	245NT60771	
F.N./GP	Mk.IIIS	245NT60783	
F.N./GP	Mk.IIIS	245NX55402	330/183
F.N./GP	Mk.IIIS	245NX71742	330/183
F.N./GP	Mk.IIIS	245NX72109	330/183
F.N./GP	Mk.IIIS	245NX75624	330/183
F.N./GP	Mk.IIIS	245NX75629	330/183
F.N./GP	Mk.III	245PC06961	
F.N./GP	Mk.III	245PT47262	330/184
F.N./GP	Mk.III	245PT47297	330/184
F.N./GP	Mk.III	245PT47382	330/184
F.N./GP	Mk.III	245PT47396	330/184
F.N./GP	Mk.III	245PT47437	330/184
F.N./GP	Mk.III	245PT47440	330/184
F.N./GP	Mk.III	245PT47609	330/184
F.N./GP	Mk.III	245PT52492	330/184
F.N./GP	Mk.III	245PT52498	330/184
F.N./GP	Mk.III	245PV06183	330/185
F.N./GP	Mk.III	245PV06191	330/185
F.N./GP	Mk.III	245PV06199	330/185
F.N./GP	Mk.III	245PV07476	330/193
F.N./GP	Mk.III	245PV07477	330/185
F.N./GP	Mk.III	245PV33456	330/185
F.N./GP	Mk.III	245PV33854	330/185
F.N./GP	Mk.III	245PX06964	330/186
F.N./GP	Mk.III	245PX06966	330/186
F.N./GP	Mk.III	245PX06970	330/186
F.N./GP	Mk.III	245PX21577	330/186
F.N./GP	Mk.III	245PX21579	330/186
F.N./GP	Mk.III	245PX21774	330/186
F.N./GP	Mk.III	245PY52432	330/187
F.N./GP	Mk.III	245PY52435	330/187
F.N./GP	Mk.III	245PY52441	330/187
F.N./GP	Mk.III	245PY52442	330/187
F.N./GP	Mk.III	245PY53515	330/187
F.N./GP	Mk.I	245PY53521	330/187
F.N./GP	Mk.III	245PY53522	330/187

MARQUE	TYPE	NUMERO	FICHE PATRIMOINE
F.N./GP	Mk.III	245PY53532	330/187
F.N./GP	Mk.III	245PZ27299	330/188
F.N./GP	Mk.III	245PZ27573	330/188
F.N./GP	Mk.IIIS	245PZ27754	330/188
F.N./GP	Mk.I	245PZ28266	330/188
F.N./GP	Mk.III	245PZ28453	330/188
F.N./GP	Mk.III	245PZ29298	330/188
F.N./GP	Mk.III	245PZ30433	330/188
F.N./GP	Mk.I	A12242	330/189
F.N./GP	Mk.I	A2250	330/189
F.N./GP	Mk.I	A4936	330/189
F.N./GP	Mk.I	A6248	330/189
F.N./GP	Mk.I	B11986	330/190
F.N./GP	Mk.I	B96585	330/190
F.N./GP	Mk.I	T307120	330/191
F.N./GP	Mk.I	T307125	330/191
F.N./GP	Mk.I	T307198	330/191
S&W	10-8	15D5459	
S&W	13-3	BBT0391	330/192
UZI		0743	330/106
UZI		0744	330/106
UZI		1075	330/106
UZI		1871	330/106
UZI		1872	330/106
UZI		1873	330/106
UZI		1874	330/106
UZI		1875	330/106
UZI		1876	330/106
UZI		1877	330/106
UZI		1880	330/106
UZI		1884	330/106
UZI		1885	330/106
UZI		2028	330/106
UZI		5262	330/47
UZI		5324	330/47
UZI		5480	330/47
UZI		5493	330/47

AUTORISE

par 15 voix "pour", 0 voix "contre", 0 abstention, le nombre de votants étant de 15, la mise en vente de ces armes,

CHARGE

le service administratif de la police locale de SERAING-NEUPRE du suivi du dossier,

PRECISE

qu'à l'issue du déclassement, la police locale de SERAING-NEUPRE procédera à la vente de ces armes, et ce, uniquement à des armuriers agréés.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME :

LE SECRETAIRE,

L'ECHEVIN- PRESIDENT,

Présidence de M. Alain DECERF, Premier Echevin, Echevin -Président,

**Sont présents : M. DECERF, Echevin -Président,
M. CORTIS, Bourgmestre de NEUPRE,
M. THIEL, Mme GELDOP, MM. SCIORTINO, CULOT, ROBERT, Mmes DELIEGE, KRAMMISCH,
M. NAISSE, Mme ROSENBAUM, MM. MAYERESSE, LAMMERETZ, Mmes VALESIO,
BUDINGER, Membres, et M. ADAM, Secrétaire.**

**Sont absents et excusés : M Alain MATHOT, Bourgmestre de SERAING, MM. TODARO,
LAEREMANS, ONKELINX, BARBIER et Mme DEFRANG-FIRKET, Membres.**

OBJET N° 3 : Appel à mobilité - Deuxième cycle de mobilité 2016.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux ;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police ;

Vu l'arrêté royal du 20 novembre 2001 fixant les modalités relatives à la mobilité du personnel de police ;

Vu la circulaire GPI 15 du 24 janvier 2002 concernant la mise en œuvre de la mobilité au sein du service de la police structuré à deux niveaux, à l'usage des autorités locales responsables des zones de police ;

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 2005 portant modification de divers textes relatifs à la position juridique du personnel des services de police ;

Attendu qu'il y a lieu de déclarer vacants deux emplois au cadre de base (inspecteurs au service locale de recherche) et un emploi de cadre administratif (niveau C) et de prévoir l'ouverture de réserve de recrutement pour chaque place ;

Vu la décision du collège de police du 11 mai 2016 arrêtant l'ordre du jour du conseil de police,

DECIDE

par 15 voix "pour", 0 voix "contre", 0 abstention, le nombre de votants étant de 15 :

1. de déclarer vacants deux emplois au cadre de base (inspecteurs au service locale de recherche) et un emploi de cadre administratif (niveau C) et de prévoir l'ouverture de réserve de recrutement pour chaque place ;
2. de déterminer comme suit les documents de vacances d'emploi à communiquer à la direction de la mobilité et de la gestion des carrières :

ZP – 5278 : SERAING-NEUPRE

CADRE OPERATIONNEL - CADRE DE BASE

N° Série	Dénomination de la fonction	Emploi(s) spécialisé(s)	Nombre d'emplois	Mode(s) de sélection	Remarque(s)
	INSPECTEUR DE POLICE : Service local de recherche	OUI	2	6	Réserve de recrutement

1. Description de la fonction :

- travailler sous l'autorité du chef de section ;
- exécuter toutes missions d'enquête qui leur sont confiées, que ce soit dans leur domaine ou dans celui d'une autre section dans des créneaux horaires variables ;
- contribuer activement à l'alimentation du cycle d'information selon les prescrits légaux ;
- rédiger tout devoir, administratif et judiciaire, lié aux enquêtes selon les prescrits légaux ;
- rendre compte à l'adjoint et/ou au responsable de département de son activité ;
- préparer et mener des auditions en conformité avec les procédures légales ;
- effectuer des surveillances judiciaires et constituer un réseau de source d'information ;
- apporter son appui aux opérations de police administrative et/ou judiciaire planifiées ;
- participer au rôle de garde ;
- adapter son comportement selon les circonstances et les personnes rencontrées ;
- participer au travail en équipe, faire preuve d'un sens de la communication et de la collaboration avec les collègues des autres services ;

2.-

- participer activement à toute formation ou recyclage jugé utile et nécessaire, particulièrement les matières visant la maîtrise de la violence ;
- se tenir informé de l'évolution des procédures judiciaires ;
- respecter le secret professionnel et ne pas divulguer les informations obtenues lors des enquêtes en dehors des procédures légales ;
- répondre à tout appel relatif à l'exécution du service et veiller à utiliser les possibilités statutaires à bon escient ;
- faire preuve d'un esprit de service.

L'analyse de la fonction met en avant des risques potentiels liés aux :

- risques spécifiques (poste de sécurité) ;
  - agressions verbales et/ou physiques/accident de circulation/port d'armes/chutes diverses/morsures ;
  - stress, sentiment d'insécurité, lésions physiques, brûlures, maladies ;
- risques définis ;
  - exposition à un agent chimique et/ou biologique ;
  - contact avec personnes, animaux, produits, objets ou environnements à risques ;
  - utilisation de moyen incapacitant ;
  - irritation, intoxication, infection ;
  - contraintes physiques (conditions ergonomiques) ;
  - travail sur écrans :
    - fatigues oculaires, maux de tête, RSI (microtraumatismes liés à des tâches répétitives ou des positions soutenues) ;
- intempéries ;
  - inconfort, maladies ;
  - vacations irrégulières/risques spécifiques ou charges physique ou mentale ;
  - perturbation du biorythme ;
  - contraintes mentales et charge psychosociale ;
  - agressions entraînant un stress post-traumatique ;
  - mises en situations potentiellement dangereuses ou humainement interpellantes ;
  - stress chronique ou aigu avec conséquences possibles sur le plan psychique.

2. Profil souhaité :

- être titulaire du brevet judiciaire ou s'engager à suivre la formation ;
- avoir de bonnes connaissances en procédures légales ;
- esprit d'équipe et sens des responsabilités ;
- faire preuve d'une discrétion totale ;
- disposer d'un passé irréprochable ;
- esprit de recherche et de synthèse ;
- avoir une expérience pratique de trois ans dans un service judiciaire ;
- intérêt pour la criminalité zonale ;
- capacité de rédiger des procès-verbaux complexes et des rapports confidentiels (MPR) ;
- bonne présentation ;
- être en possession du permis de conduire ;
- ordonné et méthodique.

3. Lieu habituel de travail : la zone de police de SERAING-NEUPRE dans son entièreté.

4. Renseignements complémentaires :

Direction du personnel
rue de la Bouteille 65
4100 SERAING.

5. Date ultime d'introduction des candidatures laissée à l'appréciation du DGP/DPM.

6. Date ultime souhaitée avant laquelle la sélection doit s'effectuer :

- A déterminer ultérieurement par le Chef de corps.

7. Evaluation spécifique : néant.

8. Compétences particulières : néant.

9. Emploi vacant à la date : 1^{er} septembre 2016

10. Composition de la commission de sélection : néant.

11. Tests d'aptitude : les tests et les épreuves ont un caractère éliminatoire.

ZP – 5278 : SERAING-NEUPRE
CADRE OPERATIONNEL - CADRE DE BASE

N° Série	Dénomination de la fonction	Emploi(s) spécialisé(s)	Nombre d'emplois	Mode(s) de sélection	Remarque(s)
	CADRE ADMINISTRATIF ET LOGISTIQUE NIVEAU C	NON	1	6	Réserve de recrutement

1. Description de la fonction :

- rédiger des lettres, des rapports et divers formulaires ;
- instruire des dossiers courants et répétitifs ;
- établir et mettre à jour différents dossiers (tri, classement, etc.) ;
- encoder des données ;
- appliquer et suivre une procédure de décision administrative ;
- échanger des informations avec des services internes ou externes sous la responsabilité d'un chef de service ;
- assurer le pré-accueil des citoyens.

2. Profil souhaité :

- travailler sous l'autorité directe du responsable de service du personnel, de la logistique et du budget ;
- gérer les rôles de garde d'accueil et de pré-accueil ;
- vérifier la conformité des situations personnelles aux statuts ;
- être le point de contact pour les membres du personnel détachés de la police locale ou à la police locale ;
- gérer la formation du personnel et la planification de celle-ci ;
- assurer le suivi administratif vers le SSGPI (situation administrative et fiscale des agents) ;
- rédiger des décisions et des délibérations à soumettre au collège et au conseil de police ;
- sont considérés comme des avantages :
  - avoir suivi la formation "GALOP EXPERT" et "GALOP LOGISTIQUE" ;
  - avoir suivi la formation sur les droits pécuniaires ;
  - avoir des notions concernant l'établissement d'un budget ;
  - avoir une connaissance de la loi sur les marchés publics et pouvoir rédiger des cahiers de charges ;
- sont considérés comme indispensables :
  - pouvoir utiliser le système Intranet d'ETHIAS ;
  - pouvoir utiliser le logiciel 3P ;
  - pouvoir utiliser le logiciel comptable THEMIS ;
- être ponctuel ;
- être disponible ;
- avoir l'esprit d'équipe.

3. Lieu habituel de travail : la zone de police de SERAING-NEUPRE dans son entièreté.

4. Renseignements complémentaires :

Direction du personnel
rue de la Bouteille 65
4100 SERAING.

5. Date ultime d'introduction des candidatures laissée à l'appréciation du DGP/DPM.

6. Date ultime souhaitée avant laquelle la sélection doit s'effectuer :

A déterminer ultérieurement par le Chef de corps.

4.-

7. Evaluation spécifique : néant.
8. Compétences particulières : néant.
9. Emploi vacant à la date : 1^{er} septembre 2016.
10. Composition de la commission de sélection : néant.
11. Tests d'aptitude : les tests et les épreuves ont un caractère discriminatoire.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME :

LE SECRETAIRE,

L'ECHEVIN- PRESIDENT,

Présidence de M. Alain MATHOT, Bourgmestre de SERAING.

Sont présents : M Alain MATHOT, Bourgmestre de SERAING, Président,
M. CORTIS, Bourgmestre de NEUPRE,
M. THIEL, Mme GELDOF, MM. DECERF, SCIORTINO, CULOT, ROBERT, Mmes DELIEGE,
KRAMMISCH, M. NAISSE, Mme ROSENBAUM, MM. MAYERESSE, LAMMERETZ, Mmes VALESIO,
BUDINGER, Membres, et M. ADAM, Secrétaire.

Sont absents et excusés : MM. TODARO, LAEREMANS, ONKELINX, BARBIER et
Mme DEFRANG-FIRKET, Membres.

OBJET N° 4 : Compte de la police locale de SERAING-NEUPRÉ pour l'exercice 2015.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux ;

Vu l'arrêté royal du 5 septembre 2001 portant le règlement général de la comptabilité de la police locale ;

Vu la circulaire PLP 33 en date du 27 octobre 2003 relative aux comptes annuels des zones de police ;

Vu le compte budgétaire pour l'exercice 2015 présentant les chiffres suivants :

service ordinaire :

- droits constatés nets :	19.140.058,01 €	- droits constatés nets :	19.140.058,01 €
- engagements :	18.936.223,18 €	- imputations :	18.779.303,54 €
- résultat budgétaire :		- résultat comptable :	
BONI :	203.834,83 €	BONI :	360.754,47 €

service extraordinaire :

- droits constatés nets :	239.823,43 €	- droits constatés nets :	239.823,43 €
- engagements :	273.203,99 €	- imputations :	183.753,36 €
- résultat budgétaire :		- résultat comptable :	
MALI :	- 33.380,56 €	BONI :	56.070,07 €

Vu le bilan et les comptes de résultats de l'exercice 2015, arrêtés aux chiffres ci-après :

BILAN AU 31 DECEMBRE 2015 :

- actif immobilisé :	8.189.650,68 €
- actif circulant :	3.459.112,83 €
TOTAL ACTIF :	11.648.763,51 €
- fonds propres :	5.462.883,48 €
- dette :	6.185.880,03 €
TOTAL PASSIF :	11.648.763,51 €

COMPTES DE RESULTATS :

- charges :	19.150.556,34 €
- produits :	19.149.123,52 €
Mali de l'exercice :	1.432,82 €
Boni d'exploitation :	74.159,54 €
Mali exceptionnel :	75.592,36 €

Vu les annexes fournies avec ce compte pour l'exercice 2015 ;

Vu la décision du collège de police du 11 mai 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance,

ARRETE

par 13 voix "pour", 2 voix "contre", 1 abstention, le nombre de votants étant de 16 :

- le compte de la police locale de SERAING-NEUPRE pour l'exercice 2015 ;
- le bilan et les comptes de résultats pour l'exercice 2015 avec leurs annexes ;
- l'état des non-valeurs au montant de 0,00 €.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME :

LE SECRETAIRE,

LE PRESIDENT,

Présidence de M. Alain DECERF, Premier Echevin, Echevin -Président,

**Sont présents : M. DECERF, Echevin -Président,
M. CORTIS, Bourgmestre de NEUPRE,
M. THIEL, Mme GELDOLF, MM. SCIORTINO, CULOT, ROBERT, Mmes DELIEGE, KRAMMISCH,
M. NAISSE, Mme ROSENBAUM, MM. MAYERESSE, LAMMERETZ, Mmes VALESIO,
BUDINGER, Membres, et M. ADAM, Secrétaire.**

**Sont absents et excusés : M Alain MATHOT, Bourgmestre de SERAING, MM. TODARO,
LAEREMANS, ONKELINX, BARBIER et Mme DEFRANG-FIRKET, Membres.**

OBJET N° 5 : Situation de caisse, au 31 mars 2016, de la police locale de SERAING-NEUPRE.

LE CONSEIL,

Vu les articles 34 et 83 de la loi du 7 décembre 1998, organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux ;

Vu l'arrêté royal du 5 septembre 2001 portant le règlement général de la comptabilité de la police locale ;

Vu la situation de caisse au 31 mars 2016 de la police locale de SERAING-NEUPRE présentée par Mme la Comptable spéciale ff ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu la décision du collège de police du 11 mai 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance,

PREND ACTE

de la situation de caisse établie au 31 mars 2016 de la police locale de SERAING-NEUPRE qui présente un avoir justifié de UN MILLION DEUX CENT QUATORZE MILLE QUATRE CENT CINQUANTE-NEUF EUROS VINGT-CINQ CENTS (1.214.459,25 €).

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME :

LE SECRETAIRE,

L'ECHEVIN PRESIDENT,

Présidence de M. Alain DECERF, Premier Echevin, Echevin -Président,

**Sont présents : M. DECERF, Echevin -Président,
M. CORTIS, Bourgmestre de NEUPRE,
M. THIEL, Mme GELDOLF, MM. SCIORTINO, CULOT, ROBERT, Mmes DELIEGE, KRAMMISCH,
M. NAISSE, Mme ROSENBAUM, MM. MAYERESSE, LAMMERETZ, Mmes VALESIO,
BUDINGER, Membres, et M. ADAM, Secrétaire.**

**Sont absents et excusés : M Alain MATHOT, Bourgmestre de SERAING, MM. TODARO,
LAEREMANS, ONKELINX, BARBIER et Mme DEFRANG-FIRKET, Membres.**

OBJET N° 6 : Entretien et maintenance des climatiseurs de la police locale de SERAING-NEUPRE pour les années 2016, 2017 et 2018. Approbation des conditions, du mode de passation du marché et arrêt de la liste des firmes à consulter.

LE CONSEIL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil de police ;

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux et ses modifications ultérieures, notamment les articles 11 et 33 ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, paragraphe 1, 1° a (le montant du marché hors T.V.A. ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, paragraphe 4 ;

Considérant que le contrat d'entretien des climatiseurs de la police locale de SERAING-NEUPRE a pris fin en 2015 et qu'il serait judicieux de le renouveler pour une période de trois ans (2016, 2017 et 2018) ;

Considérant le cahier spécial des charges relatif au marché "Entretien et maintenance des climatiseurs de la police locale de SERAING-NEUPRE pour les années 2016, 2017 et 2018" établi par le service administratif ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 2.479,33 € hors T.V.A. ou 3.000,00 €, T.V.A. de 21 % comprise (1.000,00 €, T.V.A. comprise par année) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de 2016, à l'article 33000/125-06, ainsi libellé : "Prestations de tiers pour les bâtiments" et sera inscrit au budget ordinaire de 2017 et 2018 aux articles qui seront créés à cet effet ;

Vu la décision du collège de police du 11 mai 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance,

DECIDE

par 15 voix "pour", 0 voix "contre", 0 abstention, le nombre de votants étant de 15 :

- 1) d'approuver le cahier des charges et le montant estimé du marché "Entretien et maintenance des climatiseurs de la police locale de SERAING-NEUPRE pour les années 2016, 2017 et 2018", établis par le service administratif. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 2.479,33 € hors T.V.A. ou 3.000,00 €, T.V.A. de 21 % comprise ;
- 2) de choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché ;

2.-

- 3) de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée :
- la s.p.r.l. MG FROID, T.V.A. BE 0479.543.848, rue des Fréhisses 17, 4610 BEYNE-HEUSAY ;
  - la s.p.r.l. A.J. CLIMAT, T.V.A. BE 0462.732.659, rue Guillaume d'Orange 120, 4100 SERAING ;
  - M. Pascal HONAY T.V.A. BE 0754.349.204, rue de Chapon-Seraing 53, 4537 VERLAINE ;
  - la s.p.r.l. ALTHEAS, T.V.A. BE 0456.696.685, sur les Thiers 12, 4890 THIMISTER-CLERMONT,

CHARGE

le collège de police :

- de passer un marché par procédure négociée sans publicité pour ce marché après réception et examen des offres des firmes ;
- d'imputer cette dépense sur le budget ordinaire de 2016, à l'article 33000/125-06, ainsi libellé : "Prestations de tiers pour les bâtiments ", dont le disponible est suffisant ainsi que sur le budget ordinaire de 2017 et 2018 aux articles qui seront créés à cet effet.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME :

LE SECRETAIRE,

L'ECHEVIN- PRESIDENT,

Présidence de M. Alain DECERF, Premier Echevin, Echevin -Président,

**Sont présents : M. DECERF, Echevin -Président,
M. CORTIS, Bourgmestre de NEUPRE,
M. THIEL, Mme GELDOF, MM. SCIORTINO, CULOT, ROBERT, Mmes DELIEGE, KRAMMISCH,
M. NAISSE, Mme ROSENBAUM, MM. MAYERESSE, LAMMERETZ, Mmes VALESIO,
BUDINGER, Membres, et M. ADAM, Secrétaire.**

**Sont absents et excusés : M Alain MATHOT, Bourgmestre de SERAING, MM. TODARO,
LAEREMANS, ONKELINX, BARBIER et Mme DEFRANG-FIRKET, Membres.**

OBJET N° 7 : Acquisition d'un système de reconnaissance automatique de plaques minéralogiques pour la police locale de SERAING-NEUPRE. Approbation des conditions, du mode de passation du marché et des firmes à consulter.

LE CONSEIL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil de police ;

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux et ses modifications ultérieures, notamment les articles 11 et 33 ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, paragraphe 1, 1° a (le montant du marché hors T.V.A. ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Attendu qu'il est nécessaire pour la police locale de SERAING-NEUPRE de s'équiper d'un système de reconnaissance automatique de plaques minéralogiques afin de lutter contre la criminalité et d'améliorer la sécurité routière ;

Considérant le cahier spécial des charges relatif au marché "Acquisition d'un système de reconnaissance automatique de plaques minéralogiques pour la police locale de SERAING-NEUPRE" établi par le service administratif ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève :

- 1) à 20.661,15 € hors T.V.A. soit 25.000,00 €, T.V.A. de 21 % comprise, pour l'acquisition du système d'ANPR mobile ;
- 2) à 1.239,67 € hors T.V.A. soit 1.500,00 €, T.V.A. de 21 % comprise, pour l'entretien annuel c'est-à-dire 4.500,00 €, T.V.A. de 21 % comprise pour 3 ans ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit :

- 1) pour l'acquisition du système d'ANPR mobile, au budget extraordinaire de 2016 à l'article 33000/742-53, ainsi libellé : "Achat de matériel informatique" ;
- 2) pour l'entretien annuel du matériel, au budget ordinaire de 2017 à 2019, aux articles qui seront créés à cet effet ;

Vu la décision du collège de police du 11 mai 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance,

2.-

DECIDE

par 15 voix "pour", 0 voix "contre", 0 abstention, le nombre de votants étant de 15 :

- 1) d'approuver le cahier spécial des charges et le montant estimé du marché "Acquisition d'un système de reconnaissance automatique de plaques minéralogiques pour la police locale de SERAING-NEUPRE", établis par le service administratif. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 24.380,16 € hors T.V.A. ou 29.500,00 €, T.V.A. de 21 % comprise ;
- 2) de choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché ;
- 3) de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée :
  - s.a. RAUWERS-CONTROLE, T.V.A. BE 0400.438.863, rue François Joseph Navez 78-86, 1000 BRUXELLES ;
  - s.a. COFELY FABRICOM, T.V.A. BE 0425.702.910, boulevard Simon Bolivar 34-36, 1180 BRUXELLES (UCCLE) ;
  - s.a. SECUROAD, T.V.A. BE 0837.291.429, Nijverheidslaan 31, 8540 DEERLIJK,

CHARGE

le collège de police :

- de désigner l'adjudicataire du marché de fournitures dont question dans les conditions de l'article 25 de la loi du 15 juin 2006 sur les marchés publics et certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;
- d'imputer la dépense répartie comme suit :
  - a) 20.661,15 € hors T.V.A. soit 25.000,00 €, T.V.A. de 21 % comprise, pour l'acquisition du système d'ANPR mobile sur le budget extraordinaire de 2016 à l'article 33000/742-53, ainsi libellé : "Achat de matériel informatique" dont le disponible est suffisant ;
  - b) 1.239,67 € hors T.V.A. soit 1.500,00 €, T.V.A. de 21 % comprise, pour l'entretien annuel sur le budget ordinaire de 2017 à 2019 aux articles qui seront créés à cet effet.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME :

LE SECRETAIRE,

L'ECHEVIN- PRESIDENT,

Présidence de M. Alain DECERF, Premier Echevin, Echevin -Président,

**Sont présents : M. DECERF, Echevin -Président,
M. CORTIS, Bourgmestre de NEUPRE,
M. THIEL, Mme GELDOF, MM. SCIORTINO, CULOT, ROBERT, Mmes DELIEGE, KRAMMISCH,
M. NAISSE, Mme ROSENBAUM, MM. MAYERESSE, LAMMERETZ, Mmes VALESIO,
BUDINGER, Membres, et M. ADAM, Secrétaire.**

**Sont absents et excusés : M Alain MATHOT, Bourgmestre de SERAING, MM. TODARO,
LAEREMANS, ONKELINX, BARBIER et Mme DEFRANG-FIRKET, Membres.**

OBJET N° 8 : Contrat de location d'un nouveau central téléphonique et du système réseau de la police. Années 2016 à 2019. Approbation des conditions et du mode de passation du marché.

LE CONSEIL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment son article L1222-3 relatif aux compétences du conseil de police ;

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux et ses modifications ultérieures, notamment ses articles 11 et 33 ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés publics de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment son article 25 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés publics de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment son article 5, paragraphe 2 ;

Considérant qu'il est nécessaire de renouveler le contrat de location de la téléphonie et du service réseau IP ;

Considérant le cahier spécial des charges relatif au marché "Contrat de location d'un nouveau central téléphonique et du système réseau de la police. Années 2016 à 2019" établi par le service administratif ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 165.289,25 € hors T.V.A. soit 200.000,00 €, T.V.A. de 21 % comprise, pour une durée de quatre ans (50.000,00 €, T.V.A. comprise, par année ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par appel d'offres ouvert ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2016, aux articles suivants :

- 33000/123-11, ainsi libellé : "Frais de téléphone" ;
  - 33000/123-13, ainsi libellé : "Gestion et fonctionnement de l'informatique",
- ainsi qu'au budget ordinaire des années 2017 à 2019, aux articles qui seront créés à cet effet ;

Vu la décision du collège de police du 11 mai 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance,

DECIDE

par 15 voix "pour", 0 voix "contre", 0 abstention, le nombre de votants étant de 15 :

- 1) d'approuver le cahier spécial des charges et le montant estimé du marché "Contrat de location d'un nouveau central téléphonique et du système réseau de la police. Années 2016 à 2019", établis par le service administratif. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 165.289,25 € hors T.V.A. soit 200.000,00 €, T.V.A. de 21 % comprise ;
- 2) de choisir l'appel d'offres ouvert comme mode de passation du marché ;
- 3) de compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national,

2.-

CHARGE

le collège de police :

- de désigner l'adjudicataire du marché de fournitures dont question dans les conditions de l'article 25 de la loi du 15 juin 2006 sur les marchés publics de travaux, de fournitures et de services ;
  - d'imputer cette dépense sur le budget ordinaire de 2016 comme suit :
    - 35.000,00 €, à l'article 33000/123-13, ainsi libellé : "Gestion et fonctionnement de l'informatique", dont le disponible est suffisant ;
    - 15.000,00 €, à l'article 33000/123-11, ainsi libellé : "Frais de téléphone", dont le disponible est suffisant,
- ainsi que sur les articles qui seront créés à cet effet sur les exercices 2017 à 2019.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME :

LE SECRETAIRE,

L'ECHEVIN PRESIDENT,